

Impôts de production : les patrons surveillent le calendrier de suppression de la CVAE

« Impôts de production : les patrons tiennent à la promesse de Macron », titre **Le Figaro**, en Une de son cahier Économie, détaillant que les patrons surveillent de très près le calendrier de suppression totale de la CVAE. Certes, Bruno Le Maire a récemment confirmé que sa suppression serait programmée dans la loi de finances 2023 mais il reste maintenant à en préciser les modalités. Et, en particulier, la confirmation que la suppression de cet impôt sur la production se fera en une seule fois. Une option souhaitée par le ministre mais pas par l'ensemble de la technostructure, d'aucuns à Bercy militant pour une suppression en deux temps. « Nous sommes favorables à un choc rapide de l'offre », confirmait récemment l'entourage du ministre. « Les signaux qu'on a, c'est qu'ils veulent le faire tout de suite. Le gouvernement devrait pouvoir tenir sur ce type de réformes indispensable en début de mandat », conforte un représentant du patronat plutôt confiant. Ce flou suscite néanmoins des craintes chez certains entrepreneurs. De son côté, l'exécutif refuse d'apporter des garanties claires et définitives pour des raisons éminemment politiques. Plus fondamentalement, le président de la République et le patronat savent parfaitement que l'équation budgétaire va être de plus en plus difficile à tenir dans les années à venir. (Le Figaro, p.24)

« Un boulet très handicapant qui freine la compétitivité de la France », titre **Le Figaro**, en marge de l'article précédent, détaillant que la France se distingue toujours de ses voisins par l'importance, en masse et en nombre, de ses impôts sur la production. Un problème à l'heure où l'exécutif affiche sa volonté de réindustrialiser le pays et de lui rendre sa souveraineté économique. Le quotidien détaille le niveau des impôts de production en Europe et revient sur les recommandations de 2019 du CAE, ainsi que sur les estimations du CNP sur les gains de compétitivité que susciteraient la baisse de ces impôts. (Le Figaro, p.24)